



► Compte rendu des travaux

1A

Conférence internationale du Travail – 110^e session, 2022

Date: 3 juin 2022

Rapports de la Commission des affaires générales

Premier rapport

Table des matières

	Page
Élection du bureau de la commission et d'un rapporteur	3
Approbation des amendements au code de la convention du travail maritime, 2006, telle qu'amendée (MLC, 2006)	3
Annexe. Amendements au code concernant les règles 1.4, 2.5, 3.1, 3.2, 4.1, 4.3 et 4.4 et aux annexes A2-I et A4-I de la MLC, 2006.....	5

Élection du bureau de la commission et d'un rapporteur

1. Conformément à l'article 37, paragraphe 2, du Règlement de la Conférence, la commission a élu les membres de son bureau et un rapporteur, comme suit:

Président: S.E. M. l'Ambassadeur Salomon Ehet (membre gouvernemental, Cameroun)

Vice-présidente employeuse: M^{me} Renate Hornung-Draus (membre employeuse, Allemagne)

Vice-présidente travailleuse: M^{me} Catelene Passchier (membre travailleuse, Pays-Bas)

Rapporteur: M. Amos Hosea Kuje (membre gouvernemental, Nigéria)

2. Conformément à l'article 37, paragraphe 6, du Règlement de la Conférence, le bureau a approuvé le premier rapport de la commission qui lui a été soumis par le rapporteur.

Approbation des amendements au code de la convention du travail maritime, 2006, telle qu'amendée (MLC, 2006)

3. Lors de la deuxième partie de sa quatrième réunion, tenue à Genève du 5 au 13 mai 2022, la Commission tripartite spéciale instituée en vertu de l'article XIII de la MLC, 2006, a adopté, en application de l'article XV, paragraphe 4, de la MLC, 2006, huit amendements aux dispositions du code qui visent les règles ci-après:
 - règle 1.4 (Recrutement et placement);
 - règle 2.5 (Rapatriement);
 - règles 3.1 et 4.4 (Logement et loisirs)/(Accès à des installations de bien-être à terre);
 - règle 3.2 (Alimentation et service de table);
 - règle 4.1 (Soins médicaux à bord des navires et à terre);
 - règle 4.3 (Protection de la santé et de la sécurité et prévention des accidents);
 - annexes A2-I et A4-I.
4. Le président de la Commission tripartite spéciale a communiqué les amendements adoptés par la commission au bureau du Conseil d'administration, qui les a transmis à son tour à la Conférence en vue de leur approbation. À sa séance d'ouverture, la Conférence a décidé de renvoyer les amendements à la Commission des affaires générales pour examen et suite à donner.
5. La commission est invitée à prendre note de ces amendements (ILC.110/D.2) et à les transmettre pour approbation à la plénière de la Conférence qui procédera à cet effet à un vote par appel nominal. Selon le programme de travail provisoire annexé aux dispositions opérationnelles relatives à la présente session de la Conférence, ce vote est prévu le lundi 6 juin 2022. On trouvera en annexe au présent document les amendements soumis à la Conférence en vue de leur approbation.

6. La vice-présidente travailleuse fait observer que les gens de mer sont des travailleurs de première ligne jouant un rôle crucial dans les chaînes d'approvisionnement mondiales. Du fait des restrictions liées à la pandémie de COVID-19, ils se sont trouvés bloqués loin de chez eux au-delà de leur contrat d'engagement sans pouvoir bénéficier de permissions à terre et en ayant, dans le meilleur des cas, un accès limité à Internet. Cette situation a eu aussi des répercussions néfastes sur leur santé mentale. L'oratrice rend hommage à la Fédération internationale des ouvriers du transport, qui s'est employée, avec la Chambre internationale de la marine marchande et le Conseil international des employeurs maritimes, à atténuer la gravité de la crise qui a touché la relève des équipages. À cet égard, elle rappelle la [résolution concernant les questions relatives au travail maritime et à la pandémie de COVID-19](#) adoptée par le Conseil d'administration en décembre 2020. Tirant des enseignements de cette période, la Commission tripartite spéciale a adopté des amendements importants. L'oratrice conclut en soulignant qu'il est essentiel de limiter expressément à onze mois la durée maximale des périodes d'embarquement, question qui a été renvoyée à la prochaine réunion de la Commission tripartite spéciale.
7. La vice-présidente employeuse rappelle que les amendements ont été adoptés à une très large majorité des membres de la Commission tripartite spéciale. Les armateurs, en particulier, ont voté les huit amendements à l'unanimité. La plupart des modifications adoptées découlent des conséquences dramatiques que la pandémie a eu sur les affaires maritimes. Étant donné que les gens de mer ont particulièrement souffert des mesures prises par de nombreux pays, le groupe des employeurs se félicite de ce que la MLC, 2006, comporte désormais des dispositions permettant de remédier à ce type de situation.
8. ***La Commission des affaires générales, ayant pris note des amendements adoptés par la Commission tripartite spéciale à sa quatrième réunion (Partie II, 5-13 mai 2022), décide de transmettre ces amendements à la plénière et recommande à la Conférence de les approuver en procédant à un vote par appel nominal, qui aura lieu le 6 juin 2022.***

Annexe

Amendements au code concernant les règles 1.4, 2.5, 3.1, 3.2, 4.1, 4.3 et 4.4 et aux annexes A2-I et A4-I de la MLC, 2006

Amendement au code concernant la règle 1.4 – Recrutement et placement

Norme A1.4 – Recrutement et placement

Remplacer l'alinéa c) vi) du paragraphe 5 par ce qui suit:

- vi) mettent en place un système de protection, sous la forme d'une assurance ou d'une mesure équivalente appropriée, pour indemniser les gens de mer ayant subi des pertes pécuniaires du fait que le service de recrutement et de placement ou l'armateur en vertu du contrat d'engagement maritime n'a pas rempli ses obligations à leur égard et s'assurent que les gens de mer sont informés, avant ou au moment de leur engagement, de leurs droits prévus dans le cadre dudit système.

Amendement au code concernant la règle 2.5 – Rapatriement

Norme A2.5.1 – Rapatriement

Insérer un nouveau paragraphe 9 et renuméroter le paragraphe suivant:

9. Les Membres doivent faciliter le prompt rapatriement des gens de mer, y compris lorsqu'ils sont considérés comme ayant été abandonnés au sens du paragraphe 2 de la norme A2.5.2. Les États du port, les États du pavillon et les États fournisseurs de main-d'œuvre coopèrent pour garantir que les gens de mer engagés à bord d'un navire pour remplacer ceux qui ont été abandonnés sur leur territoire, ou sur un navire battant leur pavillon, bénéficieront des droits et des prestations prévus par la présente convention.

Amendements au code concernant les règles 3.1 et 4.4 – Logement et loisirs/Accès à des installations de bien-être à terre

Norme A3.1 – Logement et loisirs

Remplacer le paragraphe 17 par ce qui suit:

17. Des installations, commodités et services de loisirs appropriés, y compris la connectivité sociale, adaptés aux besoins particuliers des gens de mer qui doivent vivre et travailler à bord des navires, sont mis à la disposition de tous les gens de mer à bord, en tenant compte des dispositions de la règle 4.3 et des dispositions correspondantes du code qui ont trait à la protection de la santé et de la sécurité et à la prévention des accidents.

Principe directeur B3.1.11 – Installations de loisir et dispositions concernant le courrier et les visites à bord des navires

Remplacer l'alinéa j) du paragraphe 4 par ce qui suit:

- j) un accès raisonnable à des communications téléphoniques avec la terre, s'il y a lieu, le cas échéant pour un tarif raisonnable.

Insérer un nouveau paragraphe 8 comme suit:

8. Les armateurs devraient, pour autant que cela est raisonnablement possible, fournir aux gens de mer à bord de leurs navires un accès à Internet, le cas échéant pour un tarif raisonnable.

Principe directeur B4.4.2 – Installations et services de bien-être dans les ports

Insérer un nouveau paragraphe 5 et renuméroter les paragraphes suivants:

5. Les Membres devraient, pour autant que cela est raisonnablement possible, fournir aux gens de mer à bord des navires se trouvant dans leurs ports et à leurs postes de mouillage associés, un accès à Internet, le cas échéant pour un tarif raisonnable.

Amendements au code concernant la règle 3.2 – Alimentation et service de table

Norme A3.2 – Alimentation et service de table

Remplacer les alinéas *a)* et *b)* du paragraphe 2 par ce qui suit:

- a)* un approvisionnement suffisant en vivres et en eau potable, d'une valeur nutritive, d'une qualité et d'une variété satisfaisantes, compte tenu du nombre de gens de mer à bord, de leur religion et de leurs habitudes culturelles en matière alimentaire ainsi que de la durée et de la nature du voyage, et assuré gratuitement pendant la période d'engagement;
- b)* un aménagement et un équipement du service de cuisine et de table qui permettent de fournir aux gens de mer des repas convenables, variés, équilibrés et nutritifs, préparés et servis dans des conditions d'hygiène satisfaisantes;

Remplacer l'alinéa *a)* du paragraphe 7 par ce qui suit:

- a)* l'approvisionnement en vivres et en eau potable en ce qui concerne leur quantité, leur valeur nutritionnelle, leur qualité et leur variété;

Amendements au code concernant la règle 4.1 – Soins médicaux à bord des navires et à terre

Norme A4.1 – Soins médicaux à bord des navires et à terre

Insérer de nouveaux paragraphes 5 et 6, comme suit:

5. Tout Membre s'assure que les gens de mer ayant besoin de soins médicaux immédiats sont rapidement débarqués des navires qui se trouvent sur son territoire et ont accès à des installations médicales à terre pour recevoir un traitement approprié.

6. Lorsqu'un marin décède au cours du voyage d'un navire, le Membre sur le territoire duquel le décès survient ou, si le décès survient en haute mer, dans les eaux territoriales duquel le navire entre ensuite, facilite le rapatriement du corps ou des cendres par l'armateur, conformément aux souhaits du marin ou de ses parents les plus proches, selon le cas.

Principe directeur B4.1.3 – Soins médicaux à terre

Insérer de nouveaux paragraphes 4 et 5, comme suit:

4. Chaque Membre devrait veiller à ce que les gens de mer ne soient pas empêchés de débarquer pour des raisons de santé publique et à ce qu'ils puissent

réapprovisionner les magasins du navire et reconstituer ses réserves en carburant, eau, vivres et provisions.

5. Les gens de mer devraient être considérés comme requérant des soins médicaux immédiats entre autres dans les cas suivants:

- a) lésion ou maladie grave;
- b) lésion ou maladie qui pourrait entraîner une incapacité temporaire ou permanente;
- c) maladie transmissible risquant de se propager à d'autres membres de l'équipage;
- d) lésion due à une fracture, un saignement important, une dent cassée, ou une inflammation dentaire, ou une brûlure grave;
- e) douleurs intenses ne pouvant pas être traitées à bord du navire, compte tenu du mode d'exploitation de ce dernier, de la disponibilité d'analgésiques appropriés et des effets sur la santé de la prise prolongée desdits analgésiques;
- f) risque de suicide;
- g) traitement à terre recommandé par un service consultatif de télémédecine.

Principe directeur B4.1.4 – Assistance médicale aux autres navires et coopération internationale

Remplacer l'alinéa *k*) du paragraphe 1 par ce qui suit:

- k) rendre les dispositions nécessaires en vue de rapatrier, dès que cela est possible, le corps ou les cendres des gens de mer décédés, conformément à leurs souhaits ou à ceux de leurs parents les plus proches, selon le cas.

Amendement au code concernant la règle 4.3 – Protection de la santé et de la sécurité et prévention des accidents

Norme A4.3 – Protection de la santé et de la sécurité et prévention des accidents

Remplacer l'alinéa *b*) du paragraphe 1 par ce qui suit:

- b) les précautions raisonnables afin de prévenir les accidents du travail et les lésions et maladies professionnelles à bord des navires, y compris par la fourniture de tout équipement de protection individuelle nécessaire dans des tailles appropriées et des mesures visant à réduire et à prévenir les risques d'exposition à des niveaux nocifs de facteurs ambiants et de produits chimiques, ainsi que les risques de lésion ou de maladie pouvant résulter de l'utilisation de l'équipement et des machines à bord des navires;

Amendements au code concernant la règle 4.3 – Protection de la santé et de la sécurité et prévention des accidents

Norme A4.3 – Protection de la santé et de la sécurité et prévention des accidents

Remplacer le chapeau du paragraphe 5, insérer un nouvel alinéa *a*) au paragraphe 5 et renuméroter les alinéas suivants:

- 5. Tout Membre veille à ce que:
 - a) tous les décès de gens de mer employés, engagés ou travaillant à bord de navires battant son pavillon fassent l'objet d'une enquête appropriée, soient dûment enregistrés et soient

déclarés chaque année au Directeur général du Bureau international du Travail en vue de leur publication dans un registre mondial;

Principe directeur B4.3.5 – Déclaration des accidents du travail et compilation des statistiques

Insérer de nouveaux paragraphes 4 et 5, comme suit:

4. Les données relatives aux décès qui doivent être déclarés conformément à l'alinéa *a)* du paragraphe 5 de la norme A4.3 devraient être présentées selon les modalités et la classification déterminées par le Bureau international du Travail.

5. Les données relatives aux décès devraient inclure, entre autres, des informations sur le type (classification) du décès, le type et la jauge brute du navire, le lieu du décès (en mer, dans un port, à un poste de mouillage), et le sexe, l'âge, la fonction et le service du marin.

Amendements relatifs aux annexes

Annexe A2-I – Preuves de la garantie financière prescrites par la règle 2.5, paragraphe 2

Remplacer l'élément *g)* par ce qui suit:

g) le nom de l'armateur ou du propriétaire inscrit, s'il diffère de l'armateur;

Annexe A4-I – Preuves de la garantie financière prévue à la règle 4.2

Remplacer l'élément *g)* par ce qui suit:

g) le nom de l'armateur ou du propriétaire inscrit, s'il diffère de l'armateur;